

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19754 - 76ÈME ANNÉE

La menace du variant d'Afrique du Sud pousse à prendre une décision pour protéger la population

Coronavirus : quarantaine obligatoire à l'entrée à La Réunion

La menace de nouvelles souches de la COVID-19 pousse à prendre des décisions qui semblaient impossibles encore voici quelques semaines. Le préfet a ainsi annoncé le retour de la quarantaine obligatoire à La Réunion d'une durée d'une semaine, avec test RT-PCR au bout de ces 7 jours. Cette mesure vise à fermer notre île à toute possibilité de cas importés, elle repose sur l'esprit citoyen des voyageurs qui doivent être pleinement conscients de leur responsabilité. Cette décision a entraîné le report de la visite de deux ministres qui auraient dû être mis en quarantaine pendant une semaine à leur arrivée. Le précédent de la quarantaine de deux semaines imposée à Sébastien Lecornu à son arrivée en Kanaky-Nouvelle Calédonie ne se reproduira pas à La Réunion.

Hier en conférence de presse, la Préfecture, l'ARS Réunion et le Rectorat ont annoncé plusieurs mesures. Il était notamment question de la future campagne de vaccination, réalisée avec le médicament Pfizer-Biontech qui ne se conserve qu'à moins 80 degrés. Mais c'est une mesure enfin décidée par la Préfecture qui est l'événement qui concerne tous les Réunionnais : le retour de la quarantaine obligatoire pour tout arrivant d'un autre pays, y compris de la France. D'une durée de 7



jours, elle s'appliquera à partir de lundi. Voici ce qu'a déclaré à ce sujet le préfet Jacques Billan :

« Pour faire face à l'apparition des variants il faut prendre des nouvelles mesures à compter du lundi 18 janvier
- le motif impérieux devient obligatoire pour les déplacements entre La Réunion et Mayotte. Les voyageurs devront renseigner une déclaration attestative.

- le test RT-PCR est obligatoire pour tous les voyageurs avant leur embarquement. Les voyageurs

âgés de plus de 11 ans devront justifier de résultats négatifs. Ils pourront réaliser ces tests auprès des labo sur présentation des billets d'avion.

- une septaine de précaution avec tests à J+7 pour les voyageurs, autant dans le sens Réunion-métropole ou métropole-Réunion. donc de s'isoler à domicile ou dans le lieu de leur choix pendant 7 jours. Cela afin d'éviter toute contamination pendant cette période critique. Cela veut dire protéger ses proches et les personnes vulnérables. A l'issue de ces 7 jours, les

personnes seront engagées à réaliser un test PCR.

Pour venir à La Réunion ou aller à Mayotte et dans l'Hexagone, les voyageurs devront remplir une attestation sur l'honneur précisant qu'ils n'ont aucun symptôme. Cela les engagera moralement et civilement à réaliser une septaine et un test à J+7. »

C'est le choix de maintenir en l'état le calendrier scolaire qui est une des raisons officiellement invoquée : « La situation sanitaire sur l'île ne justifie pas que l'on reporte la rentrée. La mesure de septaine imposée constitue une mesure forte pour protéger l'île et l'académie ».

Pas de retour de vacances la veille de la rentrée

Rappelons qu'à la fin du mois de décembre, La Réunion était présentée aux touristes potentiels comme une destination refuge pour passer les Fêtes de fin d'années : situation sanitaire sous contrôle, pas de test obligatoire ou de quarantaine à l'arrivée et donc la garantie de pouvoir faire n'importe quelle activité après avoir posé le pied sur notre île.

Tandis que les prix des billets d'avion ont considérablement baissé, Corsair propose même une sorte d'avance de trésorerie à ces passagers potentiels pour qu'ils voyagent en France pour moins de 100 euros grâce à l'aide de la Région Réunion. Tous les projets de vacances dans une Europe sub-

mergée par la COVID-19 sont donc compromis, car les voyageurs potentiels seront soumis à une quarantaine d'une semaine à leur arrivée. C'est un coup dur pour les personnes qui ont les moyens de voyager pendant des vacances scolaires et de rentrer la veille de la rentrée au risque d'être des agents contaminants à leur retour. Ce danger sera donc écarté à condition que des mesures de contrôle permettent de s'assurer que la quarantaine est bien respectée. Cette responsabilité citoyenne est importante, car elle empêchera l'arrivée de cas importés à La Réunion, d'autant plus qu'ils seraient potentiellement porteurs du variant britannique ou sud-africain.

Cette décision confirme clairement que la menace de contamination ne se limite pas aux pays de notre région comme les décisions précédentes le laissent entendre. Car il n'y a pas qu'en Afrique du Sud que des mutations du coronavirus ont été identifiées. C'est aussi le cas au Royaume-Uni. La menace est sérieuse, car ces nouvelles souches pourraient être résistantes aux vaccins commercialisés en Europe et donc à La Réunion. D'où l'importance de couper le pont aérien de la contamination qui a installé la COVID-19 à La Réunion et favorisé sa propagation.

L'efficacité de la quarantaine largement prouvée depuis des siècles

Cette mesure repose sur un engagement. Souhaitons que toutes les personnes ayant la chance d'entrer à La Réunion auront conscience qu'elles devront s'isoler pendant une semaine puis réaliser un test de dépistage et rester confiné dans l'attente du résultat. Ce minimum à respecter est une garantie de protection de la population.

Depuis le début de l'épidémie, d'autres pays ont choisi d'imposer des quarantaines aux arrivants. Le résultat est sans équivoque. A côté de nous, Maurice vit sans coronavirus. C'est la même chose en Kanaky-Nouvelle Calédonie où c'est pourtant le droit français qui s'applique comme à La Réunion. Mais chez nos amis océaniques, l'autonomie permet de fermer l'aéroport et d'imposer une quarantaine, y compris à un ministre en visite.

Le dispositif repose sur l'esprit citoyen de chaque nouvel arrivant. Car si ces quarantaines ne sont pas respectées, alors il ne restera plus qu'à imposer la quarantaine en centre d'hébergement dédié, afin que la population soit protégée des cas importés.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Des Malgaches quittent leurs terres inhabitables à cause du changement climatique

A Madagascar, la sécheresse touche gravement le Sud de la Grande île. Ce phénomène toujours plus violent rappelle que le changement climatique est une réalité. Il est à la cause d'un bouleversement à cause du manque d'eau dans le Sud. En conséquence, la brutalité du changement ne laisse pas le temps de l'adaptation à des populations vivant là depuis des centaines d'années. Des terres deviennent impropres à la culture, poussant des milliers de personnes à trouver refuge plus au Nord. Après Fianarantsoa où de nombreux migrants sont déjà présents, l'étape suivante est la capitale, Antananarivo. A la gare taxis-brousse, notre confrère « l'Express » a rencontré plusieurs de ces réfugiés qui ont tout vendu pour espérer une vie meilleure sur une terre cultivable. Voici des extraits d'un article paru le 14 janvier :

« Mahaleo Jean Baptiste est arrivé à la gare routière de Fasan'ny Karana depuis hier, accompagné de sa petite famille, ils sont huit en tout. Mahaleo Jean Baptiste arrive d'Ambovombe. Comme la plupart des migrants, il est venu sans rien. Sans eau, ni provisions. « Nous n'avons ni argent ni provisions. Nous demandons l'aide et le soutien de l'État. Nous avons fait le déplacement en famille. Nous n'avons pas l'intention de retourner à Ambovombe », soutient-il.

La famille est partie avec en poche 80 000 ariary (20 euros - NDLR), ce qui nous a servi de frais de transport jusqu'à Antananarivo. A la recherche d'une vie meilleure. Car Mahaleo et sa famille ne comptent plus revenir à Ambovombe. Ils projettent d'aller à Marovoay. « Nous sommes à la recherche de terres arables. Nous allons à Marovoay », enchaîne-t-il.

D'Ambovombe, ils n'ont rien gardé. La famille a vendu tous ses biens. Sans le moindre regret. « Il n'y a vraiment plus rien qui nous

retienne à Ambovombe. Le bétail a été décimé par la sécheresse. Nous avons vendu nos terres et nos maisons pour pouvoir venir à Antananarivo », témoigne Mahaleo. Antananarivo, loin des « tioka mena », redoutable tempête de sable dans le Sud qui ne permet aucune culture. »

Témoignages d'un autre réfugiés : « Les 20 000 ariary (5 euros - NDLR) qui nous restaient ont été investis dans ce dernier voyage. Nous étions obligés de tout vendre... Nos terres, nos maisons et même nos vêtements pour pouvoir arriver jusqu'ici ».

Le précédent du Bangladesh

Autre pays situé en première ligne face aux effets du changement climatique, le Bangladesh a déjà connu des brusques changements à cause des effets du réchauffement climatique. Dans ce pays où l'altitude reste proche du niveau de la mer, la montée des océans a diminué le volume d'eau douce dans les nappes phréatiques. Cela a poussé des millions de familles d'agriculteurs à chercher refuge dans la capitale Dacca, où ils s'entassaient dans des logements souvent insalubres.

Au Bangladesh, des terres ont été rendues inhabitables à cause du changement climatique. C'est ce qu'il se passe en ce moment dans le Sud de Madagascar.

L'origine de ce changement climatique est bien connue. C'est la conséquence du développement du capitalisme en Occident, qui poussa à l'exploitation sans frein de la nature et des humains pour augmenter les profits d'une classe dominante. Avec une énergie principalement extraite du charbon et du pétrole, la pollution de l'atmosphère a cru de manière ex-

ponentielle. Ceci s'accélère encore plus vite avec l'extension de ce capitalisme dans les pays en phase de transition démographique, où les besoins en énergie ont des difficultés à être satisfaits.

Trump fait mieux que la France

Cela rappelle la responsabilité des pays dits riches dans cette catastrophe qui ravage des pays qui subirent la colonisation occidentale, et qui ne sont en rien responsables des émissions massives de gaz à effet de serre du passé, cause de la catastrophe actuelle.

Face à cette situation, même le gouvernement de Trump a agi. Le 15 décembre dernier, l'ambassadeur Pelletier a présenté un plan de l'Agence américaine pour le développement international (USAID). Il s'agit d'un financement de 100 millions d'euros pour trois projets visant à lutter contre l'insécurité alimentaire dans le Sud de Madagascar. La France est loin derrière, alors qu'elle a pourtant imposé à Madagascar un régime colonial pendant près de 80 ans ! Quel contraste avec La Réunion, où quelques aides publiques et les actions d'ONG font ce qu'elles peuvent pour la solidarité.

M.M.

Oté

Koli dann tan lontan, lété kékshoz mi pé dir azot !

Mézami, mwin la konète lo tan la komanss anvoye frui La franss laba. Mi koné pa kissa la di sa nout momon, mé la di k'i pé anvoye lo frui an franss mé i fo ou lé ékipé : i fo lo frui, i fo tante pou mète dodan, i fo ankor in zéguiy sak épi la fisèl-i fo péyé galman épi alé sind-ni pou fé lo léspédisyon.

Donk in samdi momon la di amwin épi mon frèr alé anvoye koli frui pou nout dé pli gran frèr téi fé zétids dan La franss. Nou la sort Sint-klotid épi nou la dsann a pyé. Nou la fé la ké, é aprésa l'ariv nout tour ; mé nou lété in pé koinssé. Mon frèr la trouv lo madam nout voizine téi okip in pé tro son léspass vital. Alor li la trap par la mansh lo tante té atèr pou mète dsi kontoir : lété la manyèr pou li d'ète trankil. Mé oila kan li la ral lo tant otèr kontoir oila ké lo rob a flèr lo madam la vni avèk.. Si lo zyé madam-la lété fiziy, mon frèr té mor, pétète mwin ossi pars la zète a amwin ossi in rogar noir avèk son zyé révolvèr. Mon frèr la dépoz lo tante atèr épi in néstan apré li la rokomanss lo manèj. Ral in péson koté lo tant é kan li la éstime lo lékar té sifizan li la lèv lo tant mé kan lo tant l'ariv otèr kontoir, ala ké lo rob a flèr téi kouvèr ankor la tant Mon frèr la ardépoz son tante épi la pi bouzé, mwin ossi mwin la pi bouzé.

Kan lété fini lo léspédisyon, é ké l'afèr té bien konfyé Air-France nou la romont Sint-klotild an kar kouran d'èr. Mon frèr la mète lo zéguiy sak dann son posh kilote é nou la rant dann kar kouran d'èr. Nou té séré ladan mél o voiyaz la bien passé. Arriv la déssante, lo dèrnyé voiyajèr la shap atèr avèk mon frèr konm si lé dé té agrafé ansanm. Lo boug la di : « Oté malbar kossa la pou pik amwin konmsa ? Kossa néna dann out posh ? ». Mon frèr la fé konm « o lé min » éla di : « Arien ! arien ! ».lo kar la parti, lo boug la rant an vitèss dann son kar éla nou la vi lo zéguiy sak téi dépass in bon boute la posh kilote mon frèr. Nou la pète a rir ! Kossa i fé dann in ka konmsa.

Apré nou la mont la kaz, nou la done momon bone novèl. Kinz zour apré nou la gingn in lète pou di la tante frui l'avé bien arivé. Nou té kontan, sa i fé in léspéryanss, nou la fé arienk in kou. Ni artrouv pli d'van, sipétadyé. Koli dann tan lontan ? Mi obli ar pa ou.

Justin